



Sermat contraint de stopper ses livraisons à Israël : une victoire de la mobilisation

Description

Sous la pression, le ministre des armées a ordonné l'arrêt des exportations de Sermat vers Israël. Une victoire que les militant-es appellent à multiplier.

Par Agence Média Palestine, le 9 décembre 2025



Les autorités ont fini par réagir, annonce le média d'investigation Disclose ce matin, qui rapporte qu'une inspection a eu lieu au siège de l'entreprise Sermat, dont le directeur général Franck Neveussel a été convoqué au ministère des armées et s'est vu notifier par la direction générale de l'armement (DGA) l'interdiction de livrer en Israël un quelconque composant sorti de ses usines.

Ces faits ont eu lieu quelques jours après la parution d'une enquête de Disclose, qui démontrait que l'entreprise Sermat fournissait à Israël des composants électroniques pour équiper des drones Hermes 900, utilisés pour tuer à Gaza, une information largement documentée par les militant-es de la campagne Stop Arming Israel France, ainsi que les organisations syndicales du

transport aérien et maritime.

En outre, l'article alertait sur une livraison imminente de ces composants, qui devait décoller de l'aéroport Charles de Gaulle le 20 octobre 2025. Cette livraison a été bloquée à la douane, et les composants concernés « ont été saisis et seront probablement détruits », ce qu'a confirmé Franck Neuvessele, le PDG de Sermat.

Le blocage de ces composants, l'inspection du siège et la convocation du directeur générale de Sermat au ministère confirment bien ce que Disclose et les organisations affirment depuis le début du génocide : contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, la France a continué de livrer des armes à Israël tout au long du génocide à Gaza, en contradiction flagrante du droit international.

Il a donc fallu attendre la publication de notre enquête pour que le gouvernement se mette en mouvement, affirme Disclose, qui dénonce une action trop tardive : « Les autorités ont-elles fermé les yeux ? Ou l'entreprise a-t-elle exporté son matériel sans demander d'autorisation ? »

La campagne Stop Arming Israel dénonce, elle, une mesure temporaire. En effet, si les livraisons de Sermat sont suspendues, les militant·es exigent une interdiction définitive : « Nous devons rester vigilant·es et mobilisé·es pour que Sermat ne puisse pas reprendre ses livraisons vers Israël une fois l'attention médiatique retombée », annonce un communiqué.

Cette victoire appelle d'autres, ajoute le communiqué, qui rappelle que Sermat n'est que l'une des 44 entreprises dont nous avons documenté les liens avec Israël. Le commerce armement avec Israël doit cesser sous toutes ses formes, de façon permanente et dans toutes les entreprises concernées.

La campagne organise en ce sens deux événements cette semaine à Nanterre, où se situe le siège de Sermat : une soirée d'information [jeudi 11 décembre](#), en présence du média Disclose, et une manifestation [samedi 13 décembre](#), à 15h au départ de la gare de Nanterre-ville.

date créée
2025/12/09